

FICHE PAYS

2017



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

COOPÉRATION DE LA SUISSE AVEC LA BOSNIE ET HERZÉGOVINE



2016, demande acceptée au mois de septembre de la même année. Afin d'obtenir le statut de membre, le pays doit cependant encore faire face à d'importants défis.


Soutien de la Suisse

La coopération bilatérale de la Suisse avec la BiH remonte à 1996. Pendant le conflit et l'immédiat après-guerre, elle est intervenue avec l'aide humanitaire ainsi qu'un programme de reconstruction. Depuis l'an 2000, l'assistance de la Suisse est axée sur le processus de réforme politique, la réconciliation des parties au conflit et le développement économique et social. La stratégie de coopération 2017-2020 poursuit les objectifs de renforcer l'inclusion sociale, économique et politique du pays ainsi que la construction d'une économie sociale de marché et d'un système politique démocratique en vue de la perspective à long terme de l'intégration européenne. Dans un pays où les structures politiques sont complexes et l'Etat central peu développé, une sensibilité politique particulière est demandée. C'est pourquoi la Suisse travaille sur l'ensemble du territoire de BiH afin de considérer les intérêts de toutes les parties. La coopération bilatérale est exécutée par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), qui se concentrent sur la gouvernance démocratique, les services communaux, la justice, l'économie et l'emploi, la santé ainsi que le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM), en charge du partenariat migratoire entre la Suisse et la BiH.

Gouvernance démocratique, services communaux et justice

Dans le cadre de sa coopération avec la BiH, la Suisse participe à la mise en place d'institutions redevables envers les citoyens qui permettent d'améliorer l'accès aux services publics et leur utilisation, selon les besoins de la population. Dans ce cadre, elle porte une attention particulière à l'inclusion des groupes marginalisés. Par ailleurs, elle s'engage en faveur d'une meilleure décentralisation politique, fiscale et

Représentations suisses

 Ambassade avec Bureau de coopération

Crédits: CGIAR-CSI, GeoNames.org, Natural Earth. © 2014 Natural Earth, CC 3.0

Les frontières et noms indiqués, ainsi que les désignations figurant sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle par la Suisse.

La Suisse soutient la Bosnie et Herzégovine dans sa transition vers une société démocratique et une économie de marché à caractère social. Au centre de la coopération se trouvent l'appui à des réformes politiques inclusives, le développement économique et le renforcement du secteur de la santé.

Contexte

Les accords de paix de Dayton ont mis fin à la guerre de Bosnie en 1995, après quatre années de conflit douloureux et sanglant. Ces accords influencent toujours aujourd'hui la structure politique de la Bosnie et Herzégovine (BiH), état fragile divisé en trois parties: la Fédération de Bosnie-Herzégovine, peuplée majoritairement de personnes d'origine croate ou bosniaque; la Republika Srpska, où vivent principalement des personnes d'origine serbe; le district de Brčko, doté d'une administration autonome.

La politique est toujours marquée par les différends ethniques et les réformes n'avancent qu'à petits pas. L'économie souffre de sévères problèmes structurels et le chômage touche 54% des jeunes entre 15 et 24 ans. Quant aux disparités sociales et économiques, elles ne font qu'augmenter et près de 50% de la population est exposée à différentes formes de discrimination. Néanmoins, la BiH a soumis sa demande d'adhésion à l'Union Européenne en février



Les guichets uniques, résultats de la gouvernance locale, offrent des services municipaux compréhensifs et transparents.



La Suisse s'engage pour l'accès universel aux soins de santé primaire.



Afin de pallier le chômage, la Suisse soutient la formation professionnelle chez les jeunes.

administrative grâce à une coopération plus efficace entre les différents niveaux gouvernementaux. En appuyant les réformes dans le secteur de la justice, la Suisse contribue également à restaurer la confiance des citoyens envers les institutions et la société.

Santé

Dans ce secteur, l'objectif est de garantir l'accès universel à des soins de santé primaires de qualité. Il convient également de sensibiliser la population pour qu'elle soit en mesure de prendre de bonnes décisions et d'adopter un mode de vie plus sain. L'engagement de la Suisse en faveur de la mise en place de soins de santé primaires porte en particulier sur le développement des services infirmiers, sur les soins de santé mentale dans les communes ainsi que sur la prévention des maladies chroniques, qui permettra à terme de réduire les coûts du secteur.

Economie et emploi

L'engagement suisse en BiH tend à créer un environnement favorable aux entreprises et encourager de nouvelles perspectives d'emploi. Au niveau régional, il s'agit notamment de renforcer la transparence et l'efficacité des mécanismes financiers publics. Par ailleurs, en vue de faciliter la croissance du secteur privé et l'accès des entreprises bosniennes aux marchés étrangers, un travail sur les conditions-cadres est en ligne de mire. La Suisse contribue parallèlement à la lutte contre le chômage des jeunes. Elle accorde notamment son soutien au développement d'une offre de formations professionnelles en phase avec la demande du marché. En outre, elle appuie les offices de placements publics pour mieux intégrer les chômeurs sur le marché du travail, avec une attention particulière pour les groupes défavorisés, tels que les femmes.

Migration

Conclu en 2009, le partenariat migratoire entre la Suisse et la Bosnie et Herzégovine a pour but de gérer les défis de la migration ainsi qu'à utiliser son potentiel économique et social au profit du pays. La région des Balkans ayant été particulièrement touchée par les migrations massives en provenance du Moyen-Orient, le pays doit également se tenir prêt si la situation venait à se reproduire.

Coopération multilatérale

La Suisse collabore de manière ciblée avec des organisations multilatérales telles que le PNUD, l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale afin d'appuyer les institutions dans leurs réformes

vers l'intégration européenne.

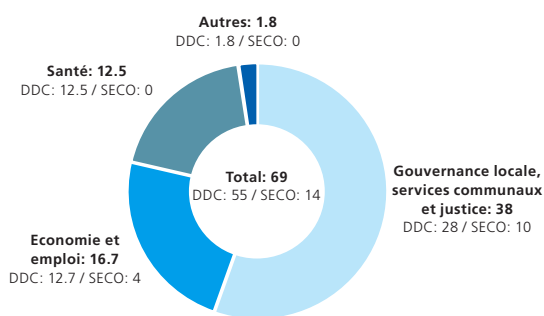
Thèmes transversaux

La Suisse veille à ce que les cinq principes d'une bonne gouvernance – redevabilité, participation, non-discrimination, transparence, efficacité – soient intégrés à tous les projets. Elle soutient également l'égalité entre hommes et femmes dans tous ses programmes. Selon les contextes des projets, différents aspects de la réduction des risques de catastrophe ainsi que de la migration et de ses opportunités dans la perspective de développement du pays peuvent également s'ajouter.

Partenaires

- › ONG suisses, p. ex. Helvetas Swiss Intercooperation
- › Partenaires suisses : Cantons de Genève, du Jura, de Fribourg et de Berne ; Ministère public du Canton de Zurich, Hôpitaux Universitaires de Genève
- › ONG internationales: CARE International
- › Organisations multilatérales, p. ex. PNUD, UNICEF, OMS, Banque mondiale
- › Partenaires nationaux : Ministères, administrations régionales et locales (entités, cantons, municipalités) et organisations de la société civile
- › Partenaires donateurs : Suède, Norvège, Allemagne

Budget 2017-2020 par thème et par source de financement (mio. CHF)



Impressum

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne, Suisse
www.ddc.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
3003 Berne, Suisse
www.seco-cooperation.admin.ch

Photos: © DDC